

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **CRISE SANITAIRE LIÉE AU COVID19**

#### **L'UDFO Vaucluse ne rentrera pas dans le silence d'une union nationale d'urgence visant à taire les revendications**

Face au développement de la crise sanitaire actuelle, l'Union Départementale FO de Vaucluse considère que tout doit être mis en œuvre pour protéger la santé de la population et, parmi elle, les salariés.

Elle ne se contente pas des discours martiaux du Présidents de la République qui ne tarit pas d'éloges sur les salariés qui assument les services et besoins essentiels et sur les personnels soignants en particulier.

Il était temps qu'il se rende compte de leurs conditions de travail, alors même que ces derniers sont mobilisés depuis des mois pour dénoncer ces mêmes conditions de travail.

Mais en même temps, il prépare l'après, et tente de faire oublier ses propres responsabilités et celle de son gouvernement dans la situation dramatique que nous traversons en particulier dans le secteur hospitalier.

D'une part, en préparant d'ores et déjà les esprits à l'effort que devraient fournir, selon lui, les salariés une fois la crise sanitaire passée... comme s'ils y avaient une part de responsabilité ! Cela passe par l'appel à l'union nationale qui vise à taire les revendications en rendant solubles les syndicats dans une espèce d'union sacrée de triste mémoire.

D'autre part, l'opération résilience est symptomatique de leur tentative de faire oublier les responsabilités de ce gouvernement dans le drame que nous traversons.

Qui a mis à genou l'hôpital public au nom de la rentabilité ?

Qui a imposé des plans de retour à l'équilibre synonymes de suppressions d'emplois, de lits et d'investissements nécessaires ? 100 000 lits supprimés en 20 ans !

Les mots ont un sens. La résilience, c'est la capacité à rebondir. Et ils cherchent à rebondir, craignant à juste titre qu'il leur soit demandé des comptes. Mais nous ne sommes pas dupes.

#### **Nous ne taisons pas nos revendications !**

Et pour commencer, nous exigeons encore et toujours les moyens nécessaires à assurer la sécurité et préserver la santé de tous les salariés. Responsabiliser les citoyens en période de confinement ne doit pas exonérer le gouvernement employeur et les entreprises de leur propre responsabilité en matière de sécurité des salariés. Bien trop souvent encore, on ne peut que constater le manque de masques, gants, gels hydroalcooliques ou autres moyens indispensables, alors qu'il est répété que nous nous approchons du pic de l'épidémie.



# SERVICE DE PRESSE

---

UD FO 84 - 20 Avenue Monclar BP 80010 84004 AVIGNON Cedex 1 - ☎ 04.90.14.16.30 - FAX 04.90.14.16.39  
✉ [udfo84@force-ouvriere.fr](mailto:udfo84@force-ouvriere.fr)

---

De plus, nous refusons que la crise actuelle serve de prétexte une fois de plus, dans la logique des lois travail, à la remise en cause des droits de ces mêmes salariés, comme cela est fait dès à présent au travers de la loi d'état d'urgence sanitaire et ses ordonnances.

Enfin, la situation actuelle démontre à quel point l'exigence de retrait de la loi instituant une retraite universelle par point est plus que jamais d'actualité. Qu'en serait-il de la valeur du point fixant le montant des retraites dans la limite de 13,8 % du PIB, quand le gouvernement indique que la crise sanitaire fera baisser le PIB d'au moins 6 points ?

### **Nous n'oublierons pas !**

Le moment venu, les responsabilités devront être assumées tant en matière de destruction de l'hôpital public que des services publics en général et des conséquences dramatiques qui en ont résulté.

Les moyens, tant humains que matériels, doivent être donnés aux services publics et celui de la Santé en particulier afin de pouvoir répondre, en toutes circonstances, aux besoins de la population.

La reconnaissance verbale maintes fois exprimée envers telle ou telle catégorie de salariés, devra se traduire par des actes concrets, notamment en matière d'augmentation de salaire, et non pas par la poursuite des politiques d'austérité et la remise en cause de notre protection sociale.

Enfin, cette crise signe la condamnation sans appel des politiques économiques qui ont conduit la 6ème puissance économique mondiale à ne pas être en mesure de produire de l'oxygène médical, des respirateurs, des tests, des masques, des gants, des blouses, et des médicaments à hauteur des besoins pour faire face à l'épidémie, cela en raison du délabrement industriel résultant de délocalisations uniquement organisées pour améliorer les dividendes des actionnaires.

Avignon, le 31 mars 2020

### ***Pour nous contacter :***

***Jean-Luc BONNAL***

***SG UDFO Vaucluse***

***Tél. 06.15.04.51.15***